

La petite histoire d'une grande amitié

“Cela fait plusieurs années que nous rêvions d'un gouvernement d'union nationale pour opérer en France les réformes difficiles et impopulaires mais nécessaires.”

André Comte-Sponville
Philosophe français.

- Le président français entame ce lundi une visite d'État en Belgique.
- Les liens sont très étroits entre les deux pays.
- Entre Macron et Michel, l'amitié est réelle. Comment a-t-elle débuté ?

Si l'on veut retracer, par le menu, l'histoire de liens d'amitié qui unissent le président français Emmanuel Macron et le Premier ministre belge Charles Michel (MR), il faut d'abord faire un détour par le Sénat français, un jour de l'été 2015. Ce jour-là, Stéphane Bern, animateur de télévision, spécialiste de l'Histoire et des têtes couronnées, au sortir d'un déjeuner au Palais du Luxembourg, reprend sa voiture et manque de renverser... Emmanuel Macron. Les deux hommes échangent quelques mots. Le ministre de François Hollande glisse au journaliste que sa femme, Brigitte, aime beaucoup ce qu'il fait. Le contact est établi ; ils se revoient régulièrement et notamment à l'anniversaire de Line Renaud en compagnie de Johnny Hallday, Laetitia et d'autres. Fin du premier chapitre.

Un dîner parisien

Un an et demi plus tard, la fusée Emmanuel Macron est lancée dans le ciel politique français. Le candidat cherche à étoffer ses relations internationales et sa connaissance des cénacles européens. Stéphane Bern va l'aider. Bern a la double nationalité, française et luxembourgeoise. Il connaît bien le Premier ministre luxembourgeois Xavier Bettel, qui, lui, connaît bien le Premier ministre belge Charles Michel, qu'il a convié à son mariage avec un architecte belge, Gauthier Destenay. Stéphane Bern propose d'organiser, à son domicile parisien, un dîner qui réunira le couple Macron, le couple Bettel et le couple Michel. Une sorte de coup de cœur amical réciproque se produit ; une belle entente se noue entre les “politiques” réunis ce soir-là, mais aussi entre les époux et les épouses, Brigitte Macron et Amélie Derbaudrenghien, la compagne du Premier ministre belge. “Depuis lors”, confie Charles Michel, “on ne s'est plus quittés.” Fin du deuxième chapitre.

Mais qu'est-ce qui lie les deux hommes ? Ils sont de la même génération. Ils sont même nés le même jour, un 21 décembre : en 1975 pour Charles Michel, en 1977 pour Emmanuel Macron. Ils affichent, avec des succès variables, la

même volonté réformatrice, le même culot quand il s'agit de bousculer les corps intermédiaires. C'est surtout au niveau européen que leurs idées se rejoignent. Ainsi, dès les premiers contacts entre les deux hommes, l'idée naît de tenter au niveau européen ce qu'Emmanuel Macron a réussi en France, à savoir bousculer les vieilles chapelles politiques. C'est avec le groupe des libéraux européens et démocrates du Parlement européen, présidé par le Belge Guy Verhofstadt, que la République en marche, le mouvement fondé par Emmanuel Macron, devra s'associer.

Europe : créer quelque chose de nouveau

Les négociations prendront plus d'un an. C'est finalement au congrès de l'Alliance des libéraux et démocrates pour l'Europe (ALDE), organisé le 9 novembre dernier à Madrid, que l'annonce officielle du rapprochement aura lieu. Astrid Panosyan, la déléguée de La République en marche, déclare : “Je veux être très claire, c'est l'Alde qui est la base avec laquelle En marche veut construire la coalition pour une nouvelle Europe.” Pas question toutefois d'arrimer simplement le mouvement macronien au groupe libéral. La volonté est de créer “quelque chose de nouveau”. Plus facile à dire qu'à faire. Plusieurs dirigeants s'attellent à cette tâche. Pour En marche, c'est évidemment Emmanuel Macron qui décide. Pour les autres Européens, c'est Charles Michel qui conduit la négociation avec Guy Verhofstadt (chef du groupe ALDE au Parlement européen) et Mark Rutte (Premier ministre des Pays-Bas), même si, entre ces deux derniers, certaines tensions subsistent.

L'ambition des marcheurs libéraux est forte. Le groupe – qui changera bientôt de nom – a la volonté de devenir le deuxième, voire le premier groupe au Parlement européen. Utopique ? La stratégie s'annonce périlleuse : actuellement le Parti populaire européen (PPE, droite et centre droit) dispose de 219 sièges, les socialistes européens, 189, et les libéraux, 68. Qu'à cela ne tienne : les partisans y croient. Qui aurait pu dire, un an avant l'élection française, qu'Emma-

nuel Macron allait l'emporter ? C'est la même audace qui le pousse à briser les lignes actuelles de fracture entre les groupes. Macron, Michel, Bettel, Rutte et Verhofstadt parient sur une explosion prochaine du groupe PPE, tiraillés entre la tendance chrétienne-démocrate de la chancelière allemande Angela Merkel d'une part, et la branche plus droitiste incarnée par l'ultra-conservateur souverainiste hongrois Viktor Orban de l'autre. Comment ? Le président français souhaite rassembler quatre tendances : les libéraux actuels rassemblés au sein de l'Alde, le pôle démocrate-chrétien incarné par Parti démocrate européen (le prolongement européen du Modem de François Bayrou et de l'UDI qui en avait fait sécession pour rallier Sarkozy en 2012, tous deux déjà membres de l'Alde), En marche, et enfin un pilier de centre-gauche (comme le Parti démocrate italien de Matteo Renzi qui compte actuellement le plus d'élus au sein du groupe socialiste au Parlement européen).

S'il y a du tiraillement au sein du PPE, il ne sera pas facile non plus de dresser une plateforme commune entre les futurs alliés, marcheurs et tous ceux que le président français voudrait attirer. *"L'important, c'est de s'entendre sur quelques priorités"* expliquait récemment Pieyre-Alexandre Anglade,

le député LREM pour les Français du Benelux, au journal *Le Soir*. Les notes qui circulent entre les capitales libérales doivent conduire à l'adoption, en décembre ou janvier, d'une charte refondatrice de l'Union européenne : elle abordera les institutions démocratiques, le changement climatique, l'inclusion sociale et la sécurité collective.

Notons qu'un élément aurait pu assombrir le ciel radieux entre la France et la Belgique : le choix, opéré par le gouvernement belge, de l'avion américain F-35 – et non du Rafale français – pour remplacer les F-16. *"En la matière, c'est la France qui a commis la première faute en refusant de participer à l'appel d'offres"*, soupire une source belge. Il est vrai que l'erreur date de l'époque où François Hollande était encore président. Une éternité...

V.d.W.

Ils sont de la même
génération. Ils sont
même nés
le même jour,
le 21 décembre :
en 1975 pour
Charles Michel,
en 1977 pour
Emmanuel
Macron.
Ils affichent,
avec des succès
variables,
la même volonté
réformatrice,
le même culot
quand il s'agit
de bousculer
les corps
intermédiaires.

André Comte-Sponville : “Macron est le meilleur Président depuis de Gaulle”

André Comte Sponville était l'invité des Grandes Conférences liégeoises le 15 novembre. En marge d'un grand entretien qui paraîtra prochainement dans *La Libre*, le philosophe français, homme de gauche, militant de la première heure de mai 1968, n'a pas caché sa sympathie pour le président français.

Pourquoi soutenez-vous M. Macron ?

J'ai voté pour lui. Et, contrairement à d'autres, je ne suis pas déçu. Il est le meilleur président de la République française depuis le général de Gaulle. Il a bien du mérite car les Français sont difficiles à gouverner. En plus, il arrive à une époque particulièrement difficile. L'Europe est en train de se déliter, les problèmes climatiques sont dramatiques. Il faut changer notre mode de vie, nos modes de production. La transition qu'il propose est particulièrement difficile. L'impopularité croissante d'Emmanuel Macron ne me le rend que plus sympathique. Je précise que je ne l'ai jamais rencontré : ma démarche est purement intellectuelle. J'ai pour cet homme infiniment d'estime et de sympathie.

Comprenez-vous la colère des gilets jaunes qui s'est répandue en France ce week-end ?

Ce sont des bêtises poujadistes. Je comprends très bien la détresse de gens qui habitent très loin de là

où ils travaillent et pour qui le carburant représente une dépense importante. Mais il n'y a pas d'autre solution. Le gouvernement tente de trouver des solutions pour aider les plus fragiles et les plus démunis et cela me semble très bien.

Beaucoup d'observateurs français considèrent que le positionnement d'Emmanuel Macron a atteint ses limites...

C'est l'erreur des journalistes qui évoquent le “ni droite ni gauche” d'Emmanuel Macron. Ni droite ni gauche en effet, cela signifie “rien” ou alors “le centre”, c'est-à-dire pas grand-chose. Mais Emmanuel Macron a dit “*et droite et gauche*”. Cela veut dire non pas “rien” mais “tout”.

Cela fait plusieurs années que nous rêvions d'un gouvernement d'union nationale pour opérer en France les réformes difficiles et impopulaires mais nécessaires que personne n'avait osé entreprendre. La gauche et la droite n'en ont pas voulu. Emmanuel Macron, avec un mélange de culot, de chance mais aussi de talent considérable, a réussi à faire cette union nationale à lui tout seul. Il a réussi à se faire élire dans des conditions rocambolesques. S'il devient impopulaire, cela confirme son courage : il fait ce qu'il avait annoncé. Il prend les problèmes à bras-le-corps et ne sacrifie pas l'intérêt de la planète à son narcissisme, ni à son confort.

V.d.W.

Macron, un VIP pas tout à fait comme les autres

■ Le défi en matière de sécurité n'a rien à voir avec un sommet européen ou de l'Otan avec de multiples chefs d'État.

C'est un visiteur de marque qui vient en Belgique pour une visite d'État de deux jours. On ne présente pas Emmanuel Macron. Est-ce pour autant un véritable défi en matière de sécurité ? Pas véritablement, à en croire le Centre de crise où ont été organisées des réunions de coordination avec les différents services concernés, comme des polices locales et la police fédérale.

Une telle visite n'est en rien comparable au sommet de l'Otan, organisé les 11 et 12 juillet dernier à Bruxelles, qui était alors la plus grosse opération pour la police locale Bruxelles-Ixelles depuis des années.

Le timing était alors particulièrement délicat avec la fête nationale flamande, le festival musical de Dour et, la veille, la demi-finale France-Belgique de la Coupe du monde de football.

Cette visite du président Macron n'a rien à voir non plus avec un sommet européen, où il y a de larges lieux spécifiques à sécuriser, avec instauration de périmètres de sécurité. De telles rencontres impliquent aussi le suivi de nombreux chefs d'État ou de gouvernement.

Ici, il n'y aura qu'un chef d'État. Au Centre de crise, on souligne qu'une visite comme celle de M. Macron s'inscrit dans le travail au quotidien du centre. "Chaque année, nous gérons ainsi la venue de 3 000 à 4 000 VIP", explique ainsi Benoît Ramacker, le porte-parole du Centre de crise. Un président comme Emmanuel Macron réclame toutefois des mesures de sécurité plus importantes que pour le chef d'État d'un plus petit pays, précise-t-il.

Pas de menace spécifique

Pour cette visite, il n'y aurait pas eu une évaluation d'une menace spécifique réclamant des mesures extraordinaires. Il y aura toutefois davantage de mesures que pour la simple venue d'un chef d'État : il s'agit ici d'une visite d'État, ce qui implique un protocole plus élaboré, la présence d'une escorte royale, la mobilisation de davantage de motards et de chevaux.

Cette visite de deux jours sera éclatée sur plusieurs villes. Hormis Bruxelles, Emmanuel Macron se rendra à Gand et à Louvain-la-Neuve, où les polices locales seront mobilisées.

Cela implique – comme lors de la venue de la Première ministre britannique Theresa May le 9 novembre – un périple par la route. Dans de telles circonstances, la montée sur l'autoroute peut être bloquée quelques instants pour le passage du cortège.

Impact limité pour la population

L'impact de la venue du président Macron pour la population sera donc limité. À Bruxelles, la place des Palais sera soustraite à la circulation lundi de 7 heures à 13 heures. Il faut aussi s'attendre à des coupures dans la circulation d'une petite demi-heure sur plusieurs axes centraux.

Les services français ont été impliqués dans la visite, même si, comme le prévoit la Convention de Vienne, l'État hôte et responsable de la sécurité lors de la visite d'un chef d'État. "Il y a des autorisations et des collaborations qui existent", dit-on au Centre de crise, sans vouloir s'étendre. Pour la garde rapprochée du président Macron, suivi par les services français : "Pas nécessairement, la close protection peut aussi être prise en charge par les services belges", dit M. Ramacker.

J. La.

LES JOURNÉES BELGES D'EMMANUEL ET BRIGITTE MACRON

LUNDI
19
NOV

- 1 11:00** Accueil officiel **Place des Palais-Palais royal**
- 2 12:00** Rencontre avec le gouvernement au **Palais d'Egmont**
- 3 15:00** Visite du musée MSK à **Gand** avec le Roi et la Reine
- 4 19:00** Banquet officiel au **Palais de Laeken**

MARDI
20
NOV

- 1 9:00** Centre de création LaVallée à **Molenbeek** avec le Roi et la Reine
- 2 11:00** Aula Magna de **Louvain-La-Neuve** avec Charles Michel
- 3 13:00** Déjeuner au Musée L de **Louvain-La-Neuve**



10 km IPM Graphics